



**Union Départementale des  
Syndicats CGT du Cher**  
8 Place Malus – 18000 BOURGES

# DETTE PUBLIQUE, L'ESCROQUERIE GOUVERNEMENTALE

Les organisations syndicales CGT, FSU, UNSA, Solidaires appellent à la

## **Grève et manifestations** **le 11 Octobre 2011**

Pour cette rentrée, le gouvernement a décidé d'avancer à grands pas dans sa politique de rigueur et d'austérité. Déjà, en mars dernier, l'adoption du pacte «Euro plus» par le Conseil Européen visait à mettre sous tutelle les budgets nationaux des pays européens en régentant leurs politiques économiques pour encourager la mise en concurrence et la libéralisation des services publics.

Sous prétexte de l'équilibre budgétaire et pour imposer la règle d'or, le gouvernement engage des réductions budgétaires drastiques qui vont encore baisser le pouvoir d'achat des salariés, privés d'emploi et retraités.

En même temps, le gouvernement refuse de revenir sur les 170 milliards d'exonérations et d'aides fiscales faites aux entreprises, et fait le choix d'alourdir encore l'addition pour les salariés avec :

- la hausse du prix de certains produits de consommation courante,
- la hausse des contrats des complémentaires Santé, l'augmentation de la CSG,
- le gel des subventions de l'Etat aux collectivités territoriales qui risque de se traduire par la hausse des impôts locaux et une nouvelle dégradation des services publics.

### **Ces mesures sont injustes et inéquitables !**

Dans la continuité des politiques antisociales menées depuis quelques années déjà, l'austérité justifie encore la restriction des budgets alloués aux services publics :

- Accentuation de la révision générale des politiques publiques (RGPP) et augmentation des suppressions d'emplois,
- Réorganisations, restructurations, fusions (par exemple aux Finances Publiques et à Pôle emploi) et fermetures de services (par exemple dans les hôpitaux),
- Suppression de classes, de professeurs et d'agents administratifs dans l'Education Nationale,
- Recours massif à des personnels précaires,
- Externalisations systématiques des missions de l'Etat vers le secteur privé comme cela se pratique déjà au ministère de la Culture,
- Dégradation des conditions de travail,
- Dans la fonction publique, gel de la valeur du point d'indice maintenu et généralisation de la rémunération au mérite et à la performance.

***Il est nécessaire de dire STOP à l'ensemble de ces politiques !  
Une autre politique et une autre répartition des richesses sont  
indispensables.***

Tout augmente sauf les salaires, les minima sociaux et les pensions ; il est urgent de se mobiliser.

Alors que crise ou pas, les profits des grandes entreprises et les dividendes versés aux gros actionnaires sont toujours à des niveaux hallucinants, la politique menée consiste à imposer toujours plus de sacrifices à la majorité des citoyens.

**Santé, protection sociale, augmentation des prix.... Les mauvais coups tombent les uns après les autres.**

Plutôt que de se plier aux exigences des marchés financiers et de leurs agences de notation, il faut mettre en œuvre une véritable politique salariale de l'emploi, pour améliorer la qualité de vie de la population par le pouvoir d'achat, une amélioration de la protection sociale et le développement des services publics.

**LE NIVEAU DE VIE DES PLUS AISES AUGMENTE,  
CELUI DES PLUS MODESTES BAISSÉ,  
LA PAUVRETE S'ACCROIT.**

S'agissant de la dette, un petit éclaircissement s'impose : on nous assène des contre-vérités pour mieux nous voler notre bien commun. Cette dette n'est que le fruit d'une manœuvre politique afin de gaver les marchés financiers. Cette dette appartient aux gouvernements successifs, qu'ils soient néolibéraux (UMP) ou socio-démocrates (PS), avec leurs lots de dérèglementations et d'allégerance aux marchés financiers. Ce n'est pas un problème de

dépenses publiques, mais un déficit de recettes. Dès lors que les politiques accordent de plus en plus de cadeaux aux plus riches et aux grandes entreprises avec des lois nous enfermant dans une spirale purement comptable au détriment des citoyens, cette dette devient illégitime.

**La dette de la France appartient aux politiques, aux financiers et aux grands cadors du CAC 40. Ce n'est pas au peuple français de la payer.**

**L'argent existe et nous devons tout mettre en œuvre pour exiger une autre répartition des richesses.**

- ⇒ **Reconnaissance et développement des moyens syndicaux,**
- ⇒ **Revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux (SMIC à 1.700 €),**
- ⇒ **Suppressions des aides publiques aux entreprises,**
- ⇒ **Arrêt des licenciements économiques décidés par les actionnaires,**
- ⇒ **Suppression des exonérations fiscales et sociales, notamment celles sur les heures supplémentaires,**
- ⇒ **Stopper les suppressions d'emplois,**
- ⇒ **Développer les politiques publiques et les moyens des services publics,**
- ⇒ **Réformer la fiscalité en profondeur,**
- ⇒ **Eradiquer les paradis fiscaux,**
- ⇒ **Retraite à 60 ans à taux plein pour tous et reconnaissance de la pénibilité,**
- ⇒ **Nationalisation des banques et des moyens de production.**

**RASSEMBLEMENTS et MANIFESTATIONS le 11 octobre 2011 à**

<b>BOURGES</b>	<b>10 h 30</b>	<b>Place Séraucourt</b>
<b>VIERZON</b>	<b>10 h 30</b>	<b>Forum République</b>
<b>ST-AMAND MONTROND</b>	<b>10 h 30</b>	<b>Place Carrée</b>
<b>ST FLORENT S/CHER</b>	<b>10 h 30</b>	<b>Place de la République</b>
<b>LA GUERCHE</b>	<b>11 h 00</b>	<b>Place du Général de Gaulle</b>